**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant approbation du règlement d'ordre intérieur du
Comité de suivi institué par l'article 151/1 du décret du 07
novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement
supérieur et l'organisation académique des études**

A.Gt. 13-06-2025

M.B. 26-06-2025

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 07 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, article 151/2, alinéa 2 ;

Vu la proposition du Comité de suivi du 14 mai 2025 ;

Sur la proposition de la Ministre en charge de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. - Le règlement d'ordre intérieur du Comité de suivi, ci-annexé, est approuvé.

Article 2. - Le présent arrêté entre en vigueur le 20 juin 2025.

Article 3. - Les Ministres qui ont l'enseignement supérieur et l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 2025.

La Ministre-Présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Culture et des Relations internationales et intra-francophones,

E. DEGRYSE

La Ministre de l'Education et de l'Enseignement de Promotion sociale,

V. GLATIGNY

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de suivi institué par l'article 151/1 du décret du 07 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Règlement d'ordre intérieur du Comité de suivi institué par l'article 151/1 du décret du 07 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Chapitre I : objet et définitions

Article 1^{er}.

Le présent règlement d'ordre intérieur a pour objet de définir les règles générales de fonctionnement du Comité de suivi institué par l'article 151/1, alinéa 1^{er}, du décret du 07 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

En application de l'article 151/2, alinéa 2, du décret du 07 novembre 2013 précité, le Comité de suivi soumet le présent règlement d'ordre intérieur à l'approbation du Gouvernement.

Article 2.

Aux fins du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

- 1° « ARES » : l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur visée aux articles 20 et suivants du décret du 07 novembre 2013 précité ;
- 2° « décret Paysage » : le décret du 07 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études
- 3° « DGESVR » : la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la Vie et de la Recherche scientifique.

Chapitre II : composition

Article 3.

§1^{er}. Conformément à l'article 151/1, alinéa 1^{er}, du décret Paysage, le Comité de suivi est composé de 24 membres :

- 1° deux représentants du Gouvernement de la Communauté française désignés par les Ministres ayant dans leurs attributions l'enseignement supérieur de plein exercice et pour adultes.
- 2° quatre représentants des Universités proposés par l'ARES ;
- 3° trois représentants des pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles et un représentant de l'enseignement pour adultes proposés par l'ARES ;
- 4° deux représentants des pouvoirs organisateurs des Ecoles supérieures des Arts proposés par l'ARES ;
- 5° le directeur général de la DGESVR ou son représentant ;
- 6° l'Administrateur de l'ARES ou son représentant ;
- 7° deux représentants proposés par les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur ;

- 8° sept représentants des syndicats représentant le secteur de l'enseignement supérieur, proposés respectivement par la CGSP-E, le SETCa-SEL, la CSC-E, le SLFP-E, la CGSP AMIO, la CSC Services publics et la CNE ;
- 9° deux représentants proposés par les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire.

Chaque membre a un suppléant, proposé selon les mêmes modalités.

Les membres du Comité de suivi et leurs suppléants sont désignés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans. Les représentants des étudiants sont désignés pour un mandat d'un an, renouvelable sans pouvoir dépasser cinq mandats successifs.

Tout membre qui a perdu la qualité pour laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Lorsqu'un membre démissionne ou décède en cours de mandat, il est remplacé par son suppléant pour l'achèvement du mandat en cours. Un suppléant est alors désigné pour le remplacer.

§2. Conformément à l'article 151/1, alinéa 1^{er}, 1°, du décret Paysage, le représentant du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur de plein exercice préside le Comité.

Chapitre III : missions

Article 4.

Conformément à l'article 151/3 du décret Paysage, le Comité de suivi a pour missions :

1. d'analyser les dispositions du Titre III du décret Paysage, compte tenu de l'application qui en est faite par les autorités académiques des établissements d'enseignement supérieur, par les membres de leurs personnels et par les étudiants ;
2. d'échanger des bonnes pratiques ;
3. de faire des recommandations au conseil d'administration de l'ARES.

Conformément à l'article 151/4 du décret Paysage, les propositions du Comité de suivi sont rendues publiques sur le site de l'ARES.

Chapitre IV : secrétariat

Article 5.

Le secrétariat du Comité de suivi est assuré par des membres du personnel de l'administration désignés par la DGESVR.

Article 6.

Le secrétariat a notamment pour missions :

- 1° d'assister la Présidence du Comité de suivi ;
- 2° de rédiger les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi ;
- 3° de transmettre les convocations aux membres du Comité de suivi ;
- 4° d'instruire et suivre les dossiers examinés par le Comité de suivi ;
- 5° de s'assurer de la correspondance, ainsi que de la tenue des registres et documents ;

- 6° d'assurer le support matériel et logistique du Comité de suivi et la conservation de ses archives ;
- 7° de tenir ses archives à disposition de tout membre du comité qui en fait la demande ;
- 8° de contrôler toute procédure de délibération et de vote.

Chapitre V : réunions

Article 7.

§1^{er}. Conformément à l'article 151/2, alinéa 1^{er}, du décret Paysage, le Comité se réunit au minimum trois fois par année dans un lieu déterminé par le secrétariat, en concertation avec la Présidence.

Le calendrier des réunions de l'année académique est fixé au cours du deuxième quadrimestre de l'année académique précédente.

Le comité peut se réunir en outre à l'initiative du Président ou à la demande écrite d'un tiers de ses membres au moins.

§2. Toutes les réunions se tiennent en présentiel.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si la Présidence, en concertation avec le secrétariat, l'estime opportun, une ou plusieurs réunions peuvent se tenir en ligne et à distance. Les membres sont informés de ce mode particulier de réunion par le secrétariat, lors de l'envoi de la convocation.

Article 8.

La présidence arrête l'ordre du jour.

Chaque membre peut demander qu'un point soit fixé à l'ordre du jour. Il en informe le secrétariat et la Présidence au moins dix jours ouvrables avant la date de la séance.

Article 9.

§1^{er}. Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par le secrétariat par voie électronique au moins 5 jours ouvrables avant la réunion.

Lorsque la demande de convocation émane des membres, ceux-ci doivent adresser ensemble par voie électronique une demande écrite et motivée à la Présidence, ainsi qu'au secrétariat. Dans les 15 jours calendrier de la réception de la demande, la présidence, par l'intermédiaire du secrétariat, envoie une convocation à l'ensemble des membres.

§2. La convocation énonce le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion. Les pièces et documents relatifs à l'ordre du jour sont annexés à la convocation en version électronique et sont envoyés à l'ensemble des membres effectifs et suppléants du comité. Ces documents sont aussi placés sur une plateforme accessible en ligne.

Article 10.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

En cas d'urgence, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être évoqué au plus tard en début de séance par tout membre ayant voix délibérative. Le comité décide séance tenante, sur la base d'un vote émis à la majorité simple des membres présents, effectifs ou suppléants, si ce point sera traité au cours de la séance ou lors de la suivante.

Un point « divers » peut également être ajouté, au plus tard en début de séance, par tout membre ayant voix délibérative. Il ne peut s'agir que de communications et de questions dont l'importance n'entraîne pas la prolongation de la séance. Il ne peut faire l'objet d'un vote.

Article 11.

La Présidence préside les réunions. En cas d'absence, la Présidence de la séance régulièrement convoquée est assurée par son suppléant.

Elle veille notamment au bon fonctionnement du Comité et s'assure, en particulier, que les membres sont en mesure de remplir leur mission.

Chaque réunion est ouverte et close par la Présidence, qui en dirige les débats, assure l'ordre, donne et retire la parole, met les avis et propositions aux votes et proclame les décisions. Elle s'assure également que l'ensemble des membres de l'instance participent activement aux réunions.

Tout membre empêché temporairement en avertit la Présidence ainsi que le secrétariat et s'assure lui-même que sa suppléante ou son suppléant le remplace.

Article 12.

Le comité peut inviter, à titre consultatif, des experts ou des expertes pour débattre de certains points à l'ordre du jour.

En outre, la présidence peut inviter toute personne qu'elle souhaite sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Article 13.

Le Comité ne délibère valablement que si la majorité absolue des membres effectifs ou suppléants ayant voix délibérative est présente.

Ont voix délibérative les membres tels que définis à l'article trois du présent règlement d'ordre intérieur.

Si le Comité ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur tous les objets inscrits pour la seconde fois à l'ordre du jour.

Article 14.

§1^{er}. Toute décision du Comité fait l'objet d'un consensus.

Sans que le principe du consensus ne soit remis en cause, un ou plusieurs membres peuvent déposer une note de minorité lorsqu'ils estiment avoir un point de vue autre que celui sur lequel un consensus a été trouvé. Cette note de minorité qui sera transmise par écrit à la présidence endéans les cinq jours ouvrables de la séance, pour être jointe au projet de procès-verbal.

§2. À défaut de consensus dûment apprécié par la Présidence, la décision fait l'objet d'un vote et est motivée.

Les décisions sont prises à la majorité simple des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en considération. En cas d'égalité de suffrages, la voix de la Présidence est prépondérante.

Les procurations sont interdites.

Article 15.

Les votes ont lieu à main levée. Chaque point fait l'objet d'un scrutin distinct.

Le vote répondant à une question précise s'exprime par les opinions :

- 1° Oui ;
- 2° Non ;
- 3° Abstention.

Les abstentions peuvent être justifiées.

Chapitre VI : procès-verbal

Article 16.

Un procès-verbal est établi par le secrétariat, en concertation avec la Présidence, pour chaque séance. Il mentionne :

1. le lieu, la date et l'heure de la réunion ;
2. les noms des membres présents, excusés ou absents ;
3. la constatation que les conditions pour délibérer et voter valablement sont réunies ;
4. la liste des points portés à l'ordre du jour et pour chacun d'entre eux, une note de synthèse des débats ;
5. la teneur de toute intervention dont le membre a demandé, en la faisant, qu'elle soit actée.

Article 17.

Le projet de procès-verbal est envoyé aux membres si possible dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réunion et au plus tard avec la convocation de la réunion suivante.

Le procès-verbal est approuvé lors de la séance suivante.

Chapitre VII : droits et devoirs des membres

Article 18.

Les membres du Comité, dans leurs décisions, donneront la priorité aux intérêts supérieurs de l'enseignement supérieur, afin d'aider à son développement et à son bon fonctionnement. Ils sont tenus par un devoir de réserve.

La préparation de toute décision est couverte par la plus absolue confidentialité aussi longtemps que la décision n'a pas été rendue publique, sans préjudice de la concertation nécessaire entre membres effectifs, suppléants et les autorités compétentes de l'établissement ou de l'organisation dont le membre est issu.

Chapitre VIII : modification du règlement d'ordre intérieur

Article 19.

Toute modification au présent règlement d'ordre intérieur peut être proposée par la Présidence ou à la demande d'un cinquième au moins des membres du Comité.

Le Comité statue sur toute proposition de modification à la majorité simple des suffrages des membres présents, effectifs ou suppléants, ayant voix délibérative.

Conformément à l'article 151/2, alinéa 2, du décret Paysage, les modifications du règlement d'ordre intérieur sont transmises au Gouvernement pour approbation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de suivi institué par l'article 151/1 du décret du 07 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Bruxelles, le 13 juin 2025.

La Ministre-Présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Culture et des Relations internationales et intra-francophones,

E. DEGRYSE

La Ministre de l'Education et de l'Enseignement de Promotion sociale,

V. GLATIGNY